

Tels sont quelques-uns des procédés par lesquels l'argent public a servi (et sert encore) à étendre la base sociale du régime sans que personne ne soit redevable de comptes à la nation.

2- L'effet boomerang de la libéralisation économique.

On peut se demander en second lieu pourquoi la libéralisation n'a pas produit les effets attendus sur l'économie et sur la société.

Décrétée lors d'une période de contraction drastique des recettes de l'Etat consécutive à la chute brutale des prix du pétrole et du gaz, la libéralisation a d'abord consisté à démanteler des pans entiers du secteur public économique représenté par les entreprises de production de biens et services. Instrumentalisées par le régime de Chadli Bendjedid dans sa quête de légitimité pour octroyer prébendes et privilèges en situation de pénuries, ces entreprises étaient devenues des gouffres financiers pour le budget de l'Etat qu'elles étaient censées alimenter en ressources.

Comme, de surcroît, elles étaient sous la tutelle administrative des ministères qui les obligeaient à contribuer à une prétendue politique de plein emploi, elles se sont vite trouvées en situation de sureffectifs ; situation dont les effets pervers n'étaient pas que d'ordre financier : souffrant grandement de l'impossibilité d'organiser efficacement la combinaison productive des facteurs, ces entreprises ont vu leur productivité tomber en chute libre et le principe de compétence ne plus déterminer les niveaux de hiérarchie, de responsabilité et d'autorité.

Clientélisme et népotisme étaient érigés en critères de gouvernance des administrations publiques – et des entreprises d'Etat !

Le démantèlement de ces dernières a libéré une masse de travailleurs de tous âges, de toutes conditions et de toutes qualifications, venus grossir les rangs des chômeurs effectifs (personnes en demande d'emploi) et potentiels (étudiants, lycéens, jeunes en formation et autres futurs exclus de l'école).

Par suite, la libéralisation a bien eu pour effet de libérer les initiatives. Mais c'est pour faire exploser littéralement le commerce d'importation de produits de base (monopolisé par les barons du régime usant de noms d'emprunt et accédant sans formalités aux ressources en devises du pays) et le commerce informel consistant en la revente non contrôlée des produits d'importation de toutes natures. Ni les entreprises publiques ayant échappé au démantèlement ou à la privatisation, ni les entreprises privées de production n'ont pu faire face à la déferlante des produits d'importation comprenant pêle-mêle les biens alimentaires (dont la date de péremption était parfois contrefaite), les biens durables, les biens intermédiaires et les biens d'équipement ; le tout envahissant le marché algérien dans une anarchie propice à tous les trafics et à toutes les arnaques. La part de la production industrielle hors hydrocarbures dans le PIB chuta de 16-20% à 4-5% entre 1980 et 2010. Subissant les contrecoups des importations massives en provenance de Turquie, de Chine et des autres pays asiatiques via Dubaï, les activités artisanales connurent un déclin brutal, ajoutant à la situation dramatique des sans-emploi, leur lot de nouveaux chômeurs, composés de familles nombreuses soudainement privées de tout revenu. Des régions entières du pays, traditionnellement versées dans telle ou telle activité artisanale, se sont retrouvées plongées dans la désolation, tandis que les jeunes qui en sont issus n'avaient plus pour perspective que l'exil – parfois en payant de leur vie leur rêve chimérique de quitter le pays pour l'Europe.

3- Démocratisation des besoins, creusement des écarts de revenus et dévalorisation du pouvoir d'achat des salariés.

La situation sociale et politique brièvement décrite ci-dessus paraît d'autant plus intenable à moyen terme que, sous l'effet de la mondialisation, il y eut, au cours des deux dernières décennies, une démocratisation irrépessible des besoins. Chaînes de télévision satellitaires étrangères, internet et autre téléphonie mobile ont successivement déferlé sur le pays, ouvrant pour les jeunes Algériens de toutes conditions une fenêtre virtuelle sur le monde. Si l'effet immédiat produit sur eux a été de généraliser une perception édénique du monde véhiculée par le modèle de consommation des pays riches dont, déjà dans les années 1980, la voiture était le produit-phare, ce changement de perception a gagné les sphères sociale et politique. Bien que de fortes contradictions se font jour dans la sphère sociale où s'affrontent deux projets de société antagoniques, la même exigence d'ouverture du champ politique émane des deux versants de la société civile depuis que les forces intégristes ont été militairement vaincues et que leurs succédanés islamistes (dits modérés) ont accepté de jouer la carte de la légalité. Mais le régime a moins à faire à la société civile dans ses formes traditionnelles d'organisation et d'action qu'à une jeunesse débordante de vie, peu encline aux conciliabules de salon, dont la situation économique tranche avec le modèle de consommation auquel tout la convie à se conformer. Ni sur le plan social, ni sur le plan politique, ni sur le plan économique, le régime ne réalise ne serait-ce que le smic des conditions exigées par le nouveau modèle de consommation.

- Au plan social, le creusement des inégalités de revenus se double d'un accès discriminant aux ressources et aux produits soutenus par l'Etat (comme le logement) en raison de la prévalence des rapports personnels sur la réglementation au sein même de l'administration publique.

- Au plan politique, la contradiction est criante entre le poids de la composante «Jeunes» dans la population totale (et plus encore dans la population active) et le monopole du pouvoir par une gérontocratie qui n'en finit pas de s'accrocher à une légitimité historique qu'elle a au demeurant confisquée aux vrais acteurs de la guerre de Libération nationale.

- Au plan économique, le mode de gouvernance tel que décrit ci-dessus ne cesse d'accroître l'écart des revenus, de rogner sur le pouvoir d'achat des salariés et d'accumuler les frustrations des jeunes sans emploi épisodiquement pourchassés pour exercer quelque activité informelle de subsistance.

Telle est, brièvement décrite, la situation potentiellement explosive de l'Algérie en ce début 2011, aggravée par des tensions soudaines sur les produits de première nécessité à fort contenu en importation (lait, céréales, huiles végétales), dont l'augmentation des prix sur le marché mondial a été répercutée sans transition sur les prix intérieurs.

En guise de conclusion

Ironiquement, l'on voit apparaître de temps en temps dans la presse nationale et les revues d'économie, des discussions byzantines sur la nécessité de réévaluer le dinar pour les uns, de lever les obstacles administratifs devant sa convertibilité complète pour les autres, chacun se prévalant d'enseignements de la théorie économique dont ni les uns, ni les autres ne perçoivent le ridicule de leur simple transposition au cas algérien. Pris dans la nasse des contradictions de la logique de l'économie de rente qu'il a poussée jusqu'à son extrême limite, le gouvernement ne sait plus, quant à lui,

s'il faut dévaluer le dinar pour préserver un tant soit peu la production nationale (quitte à réduire d'autant le pouvoir d'achat des salariés et susciter un plus grand mécontentement social aux conséquences imprévisibles) ou le réévaluer pour préserver le pouvoir d'achat des salariés (quitte à porter un nouveau coup dur à la production nationale qui se réduit comme peau de chagrin sous le poids des importations bon marché).

Dans cette équation de l'absurde, et en attendant que les jeunes manifestent de nouveau leurs frustrations et leur désarroi face à l'avenir de la seule façon qu'il leur soit donné de le faire – c'est-à-dire par les émeutes – chacun s'empile les poches comme il peut. Sait-on jamais en effet où tout cela peut déboucher ? Le syndrome tunisien est dans toutes les têtes tandis que se profile déjà l'échéance du troisième mandat d'un Président qui pourrait vouloir – en dépit du bon sens et de la sagesse – se succéder à lui-même ou pis, amorcer une succession dynastique dans un pays réfractaire à tous les pouvoirs illégitimes.

A. A.
***Universitaire,**
enseignant-chercheur en économie

1 La dernière élection présidentielle (avril 2009) aurait été remportée par Abdelaziz Bouteflika à plus de 90% des voix exprimées, le second en nombre de voix – Madame Louisa Hanoune – n'ayant obtenu qu'un peu plus de 4%.

2 Amirouche, une vie, deux morts, un testament. Une histoire algérienne, mai 2010, (sans Maison d'édition), imprimé sur les presses Les Oliviers, Tizi Ouzou, Algérie. L'auteur impute à Boumediène le détournement des ossements de deux héros légendaires de la guerre de libération nationale – les colonels Amirouche et Si El Houes – pour les séquestrer dans

les caves de la gendarmerie nationale à Alger où ils ont été découverts en 1983 (ré-inhumés dans le carré des martyrs au cimetière d'El Alia à l'est d'Alger). Notons en outre que sous le régime de Boumediène, de grandes figures de la guerre de libération nationale ont été assassinées dans plusieurs capitales étrangères où elles ont trouvé refuge contre l'emprisonnement et la torture.

3 Il est édifiant de constater combien les anciens du MALG sont nombreux aujourd'hui encore dans les rouages de l'Etat : dans une contribution écrite publiée en réponse à un article de presse de Azzedine Mabroukine paru dans le Quotidien El Watan des 26 et 27 décembre 2007, Dahou Ould Kablia, actuel ministre de l'Intérieur et néanmoins Président de l'Association des anciens du MALG, citait pas moins de 150 membres (non compris l'actuel Président qui en était issu) exerçant ou ayant exercé des responsabilités politiques ou militaires. Voir El Watan du 3 janvier 2008.

4 Les liquidités dormantes accumulées dans les banques publiques ne cessent d'augmenter : plus de 4 200 milliards de dinars (soit environ 60 milliards de dollars) à fin 2008 selon l'ancien ministre des finances Abdellatif Benachenhou, plus de 5 200 milliards de dinars (soit environ 75 milliards de dollars) à fin 2009 selon le secrétaire général de l'Association des Banques et Etablissements financiers (ABEF).

5 Au plus fort de la phase ascendante des prix du pétrole (qui ont atteint 147 dollars en 2008), les autorités ont continué à estimer les recettes budgétaires sur la base d'un prix du baril de 37 dollars.

6 On estime à plus de 70% de la population active les jeunes de moins de trente ans.

Publicité



Petroleum Industry Communication organise le
Salon International Hassi Messaoud
Fournisseurs de Produits et Services

Du 01 au 04 Mars 2011
Exposition & Conférences
www.expo-hassi-messaoud.com

Un salon professionnel international de quatre jours, à Hassi Messaoud, Consacré aux fournisseurs de produits et services en rapport avec l'activité pétrolière et gazière en Algérie.

Ce salon sera une vitrine exhaustive des diverses offres de produits et services afin de répondre aux besoins des opérateurs activant dans ce secteur.

Pour toute Inscription à l'exposition et aux conférences
Nous contacter :

Petroleum industry Communication

Tel : +213 550 46 88 98 - + 213 770 61 08 61 - +213 550 49 60 61
+ 213 770 61 11 00 - + 213 770 41 61 61

Fax : 213 21 90 11 84
E-mail : expo@expo-hassi-messaoud.com
sales@expo-hassi-messaoud.com